

- La version orale de l'exposé fait foi -

Sauvegarder nos valeurs – rester libre

Toni Brunner, conseiller national, président UDC Suisse, Ebnet-Kappel (SG)

La Suisse a acquis une belle prospérité grâce aux vertus entretenues et pratiquées pendant des siècles – la fiabilité, le goût du travail, la ponctualité, la discipline et la modestie – ainsi que grâce aux valeurs qui font son originalité – l'indépendance, la liberté, la démocratie directe, le fédéralisme, la subsidiarité, la neutralité et la sécurité. Bien que manquant de matières premières, la Suisse possède aujourd'hui une des économies les plus compétitives du monde. Et cela bien que les dites élites politiques, économiques et scientifiques étaient toutes d'accord pour prédire la déchéance de la Suisse après le refus de l'EEE.

Aujourd'hui, plus de vingt ans plus tard, nous sommes dans une situation semblable: la Suisse semble prête à abandonner systématiquement les valeurs qui la distinguent positivement des autres pays et qui lui valent le respect, voire l'admiration de l'étranger. De larges milieux semblent avoir oublié que les valeurs citées plus haut garantissent aujourd'hui comme hier la prospérité et la liberté de notre pays. Voilà pourquoi les élections fédérales de 2015 sont décisives.

L'indépendance et la liberté sont foulées au pied. Les pressions exercées sur la place financière suisse n'ont aucun rapport avec une moralité prétendument meilleure dans les autres pays. Leur unique but est de profiter de notre prospérité. Les constantes concessions que fait un Conseil fédéral dominé par le centre gauche ne calment pas le jeu, mais provoquent au contraire de nouvelles revendications. Pour ne citer que cet exemple: la réforme de l'imposition des entreprises prolonge cette politique imposée par l'étranger. Il est grand temps de rectifier ce mauvais cap.

Exigé par l'UE et projeté par le Conseil fédéral, le rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE impose une adaptation automatique du droit suisse au droit UE dans tous les domaines réglés par des accords conclus avec l'UE. Et le fait que les éventuels différents soient réglés non pas par un tribunal neutre, mais par la Cour de justice de l'UE cimente cette totale dépendance de la Suisse des instances bruxelloises.

La démocratie directe est minée. C'est devenu entre-temps une mauvaise habitude de la Berne fédérale que de retarder, voire de refuser l'application d'initiatives populaires approuvées par le peuple et les cantons. Tel est notamment le cas des initiatives contre les minarets, sur l'internement, pour le renvoi des étrangers criminels ou contre l'immigration de masse. Il ne s'agit pas, comme on le répète à l'envie, simplement d'initiatives UDC, mais le fait est que cette politique ignore la volonté d'une majorité du peuple. Nous pouvons être fiers de ce qu'en Suisse les citoyennes et les citoyens peuvent se rendre plus souvent aux urnes en une année que dans d'autres pays durant toute leur vie. Mais si le gouvernement et le Parlement s'obstinent à faire obstruction aux déci-

sions populaires, les votations ne sont plus qu'une farce et la démocratie directe est détruite.

Le fédéralisme et la subsidiarité perdent de leur importance. La Confédération cherche à régler tout et n'importe quoi. Or, selon notre Constitution, les cantons sont souverains, ce qui signifie que la Confédération ne doit régler que les domaines qui sont d'un intérêt supérieur. Cela fait longtemps qu'elle ne s'en tient plus à ce principe. C'est une des raisons du doublement du budget fédéral qui a passé de 32 à 65 milliards de francs durant ces vingt dernières années. La Confédération intervient de plus en plus fréquemment dans des domaines strictement réservés aux cantons et aux communes, comme par exemple la politique scolaire et la politique familiale. Un des exemples les plus frappants illustrant ce constat est le renouvellement de l'aide fédérale aux crèches d'enfants pour une somme de 120 millions de francs alors que le souverain vient de rejeter l'article sur les familles.

La neutralité est compromise. Comme peu d'autres pays au monde la Suisse peut se féliciter d'avoir été épargnée par la guerre depuis plus de 150 ans. Le rôle de la neutralité à ce sujet est incontesté. Or, cette neutralité a été fortement compromise ces derniers temps par la décision du Conseil fédéral de participer directement et indirectement aux sanctions décrétées par l'UE contre la Russie. Les autorités suisses ne se contentent pas d'intervenir pour empêcher que les sanctions de l'UE soient contournées via la Suisse, mais elles ont aussi adopté des actions symboliques comme l'annulation de la visite du ministre suisse de l'économie à Moscou. Ce sont autant de décisions qui affectent le crédit de la neutralité suisse.

La sécurité se dégrade constamment. Aucun pays au monde ne consacre, comme la Suisse, moins de 1% de son produit intérieur brut à sa sécurité. Réduisant depuis des décennies ses forces armées, la Suisse a provoqué une grosse lacune dans son dispositif de sécurité. Nous savons aujourd'hui que le monde n'est pas devenu plus sûr après la chute du mur de Berlin – bien au contraire. Les luttes pour la distribution des ressources et la prospérité et, avec elle, les flux migratoires vont s'intensifier et exigeront des mesures de sécurité de plus en plus fortes.

L'UDC s'engage pour les valeurs que sont l'indépendance et la liberté, la démocratie directe, le fédéralisme, la subsidiarité, la neutralité et la sécurité.

La sécurité et la liberté sont sensiblement compromises par la politique migratoire actuelle. L'immigration ne cesse de croître – elle s'est établie à 89 000 personnes en valeur nette en 2013, soit davantage qu'en 2012. Parallèlement, le fort afflux de requérants d'asile et notamment le grand nombre de requérants portés à la violence inquiètent la population. Cela fait longtemps que l'UDC propose une définition plus juste des priorités et des solutions concrètes – solutions approuvées par une majorité du peuple comme en témoigne le succès des initiatives pour le renvoi des étrangers criminels et contre l'immigration de masse. Le Conseil fédéral et le Parlement s'obstinant à reporter, voire à empêcher l'application de ces initiatives sous le prétexte du droit international, l'UDC reprendra ces thèmes dans sa campagne électorale:

1. **Autodétermination: non à l'adhésion insidieuse à l'UE.** Les projets mis en votation pour obtenir un rattachement institutionnel à l'UE doivent être combattus par tous les moyens. **Un des instruments à cet effet sera l'initiative „Le droit suisse prime le droit international“** projetée par l'UDC. Le but de cette initiative est d'ancrer dans la Constitution fédérale une disposition selon laquelle seul le droit international impératif (par ex., l'interdiction de la torture, du génocide, de l'esclavage, etc.) prime le droit suisse. La démocratie directe en sera renforcée, car ainsi les initiatives populaires acceptées seront effectivement appliquées. L'assemblée des délégués de l'UDC Suisse sera appelée le 25 octobre prochain à se prononcer sur le lancement de cette initiative.
2. **Pour une politique efficace à l'égard des étrangers:** nous exigeons l'application de l'initiative sur le renvoi et de l'initiative contre l'immigration de masse. Parallèlement, nous demandons que l'afflux de requérants soit sévèrement contrôlé et que l'accord de Dublin soit appliqué à la lettre.
3. **Halte à la hausse constante des impôts, taxes et redevances:** le budget fédéral ne cesse de gonfler. Les dépenses fédérales ont doublé depuis 1990. Faut-il une volonté des milieux politiques de contrôler l'explosion des dépenses, les impôts, taxes et redevances continueront de croître. Il est prévu d'augmenter la TVA de 2% pour le seul financement de l'AVS. La facture de ces excès est comme de coutume réglée par la classe moyenne. Voilà pourquoi l'UDC renouvelle sa promesse de combattre toute hausse des impôts et de se battre en faveur d'une imposition modérée pour tous.

Notre slogan **„Rester libre“** se traduit précisément par nos thèmes électoraux centraux: non à l'adhésion insidieuse à l'UE, impôts modérés pour tous, politique efficace à l'égard des étrangers.